Charles Mercier, Autonomie, autonomies. René Rémond et la politique universitaire aux lendemains de mai 1968

Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire de la France aux XIX^e et XX^e siècles », 2015, 283 p.

Pascale Gruson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/27405>

DOI : 10.4000/assr.27405

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 331

ISBN : 978-2-7132-2515-4

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Pascale Gruson, « Charles Mercier, Autonomie, autonomies. René Rémond et la politique universitaire aux lendemains de mai 1968 », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 172 | octobre-décembre, mis en ligne le 27 mai 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/27405> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.27405>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Charles Mercier, Autonomie, autonomies. René Rémond et la politique universitaire aux lendemains de mai 1968

Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire de la France aux XIX^e et XX^e siècles », 2015, 283 p.

Pascale Gruson

RÉFÉRENCE

Charles Mercier, Autonomie, autonomies. René Rémond et la politique universitaire aux lendemains de mai 1968, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire de la France aux XIX^e et XX^e siècles », 2015, 283 p.

- 1 Au sortir du mouvement étudiant de mai 1968, Edgar Faure avait su apaiser (pour un temps) les inquiétudes en proposant une réforme des universités qui, au lieu de se constituer en un catalogue prescriptif de leurs fonctions, leur reconnaissait une autonomie plus grande dans l'organisation de leurs projets d'enseignement et de recherche. Il s'agissait bien sûr d'une Loi-cadre. Elle devait donc être assortie, tant de décrets d'application, que d'actes législatifs complémentaires. Dans l'immédiat, il y eut une nouvelle configuration de la carte universitaire : les facultés disparaissaient au profit d'universités pluridisciplinaires. Ces établissements nouveaux étaient dotés d'un conseil où siégeaient (selon des proportions permettant d'entendre des points de vue différents) les représentants des personnels enseignants, des responsables administratifs et des étudiants. Ce conseil élisait un président responsable du bon fonctionnement interne de l'établissement. Diverses instances consultatives étaient par ailleurs créées à l'échelle nationale, dont la Conférence des Présidents d'Université en contact étroit avec le ministère de l'Éducation nationale. Un grand chantier s'était ouvert. Mais pour donner aux établissements nouveaux les moyens d'exister et d'être reconnus dans leurs compétences (souvent mal appréciées), beaucoup restait à faire. Il y eut des tâtonnements, des malentendus, des conflits. Et si, plus de quarante ans après, le paysage de l'enseignement supérieur français a beaucoup changé, rien n'est vraiment complètement résolu (l'autonomie des établissements reste toujours difficile à appréhender).
- 2 Dans une thèse dont ce livre donne les principaux acquis, Charles Mercier a suivi la mise en application de la réforme Faure depuis les premières décisions significatives, celles qui ont été prises en 1970 par Olivier Guichard, alors ministre de l'Éducation nationale, jusqu'aux réformes d'Alice Saunier-Séité en 1976, dont le caractère étroitement autoritaire porta un coup d'arrêt aux innovations. Il fallut attendre 1981, le rapport de Laurent Schwartz sur les universités dans la Commission du Bilan, la mise en place du Comité d'évaluation des Établissements d'enseignement supérieur (et d'autres initiatives encore) pour reprendre des débats plus ouverts sur les responsabilités des universités en matière d'enseignement et de recherche.
- 3 Pendant cette période de première mise en œuvre, la figure d'un témoin actif, engagé dans la construction d'une autonomie qui serait raisonnable et efficace pour tous les acteurs concernés par la formation universitaire, s'est imposée à l'auteur, celle de René Rémond. De fait, en 1970, l'historien venait d'être élu président de l'université de Nanterre, celle-là même d'où était partie la contestation des projets de réforme formulés en 1968 par Alain Peyrefitte.

- 4 René Rémond était d'autant plus persuadé de l'importance de la réforme Faure, qu'il avait souhaité enseigner, dès la création de Nanterre en 1965, dans cette faculté nouvelle et qu'il en avait éprouvé tant l'importance des promesses que certaines des absurdités constitutives. De fait, il s'est révélé très vite être un remarquable médiateur entre le monde universitaire et les pouvoirs publics. Tout d'abord, il a tout de suite compris l'importance stratégique de la Conférence des Présidents et il a su proposer à ses collègues des lignes de travail susceptibles de défricher ce que peut recouvrir la notion d'autonomie et ce qu'étaient les vraies urgences du moment (définition claire des diplômes de premier et de deuxième cycles et de leurs filières d'enseignement, partage des compétences entre ce qui relève de la formation des maîtres d'une part, des formations professionnelles et des formations à la recherche d'autre part, modalités de financement, et d'autres détails importants). Par ailleurs, grâce à son expérience d'universitaire, grâce à sa bonne connaissance des milieux démocrates-chrétiens que lui ouvrent tant ses recherches sur les droites françaises que ses responsabilités dans le Centre Catholique des Intellectuels français, grâce à ses qualités d'attention doublées d'une réserve personnelle exemplaire, il parvient à créer entre les universitaires et les pouvoirs publics un dialogue jusque là improbable : c'est par exemple la mise en œuvre d'un grand colloque informatif (le colloque Fontanet en 1974) ; c'est surtout une collaboration tout en finesse avec le ministre Jean-Pierre Soisson. Le travail ainsi mené ouvrait un chantier permettant de développer, non pas tant l'autonomie en soi que les champs de compétence où, dans la dynamique d'une université, ce terme peut raisonnablement prendre sens et donner lieu à une efficacité visible. Cet élan fut arrêté par Alice Saunier-Séité qui succéda pour d'obscures raisons à Jean-Pierre Soisson. René Rémond se tournait alors vers d'autres responsabilités.
- 5 L'exposé des faits est clair et bien mené. Pourtant peut-on traiter de cet épisode très important sans prendre en considération quelques points de repère de l'histoire du système d'enseignement dans lequel il prend place ? Peut-on éviter de prendre en considération les circonstances qui l'ont rendu possible ? Ainsi, Charles Mercier n'évoque guère les problèmes liés à l'allongement de la scolarité obligatoire en 1959, laquelle avait manifestement profondément déséquilibré l'organisation du système d'enseignement supérieur d'autant plus qu'elle avait été appliquée très vite et sans préparation suffisante. De ce fait, les conditions d'entrée dans les facultés avaient été transformées, créant en partie (et en tout cas pour les étudiants) l'angoisse d'une sélection arbitraire. Un problème nouveau de formation des maîtres se posait, beaucoup d'enseignants ayant été hâtivement recrutés dans des conditions d'emploi désastreuses. Par ailleurs les demandes en diplômés sur le marché du travail évoluaient extrêmement rapidement à cette époque du fait d'une croissance économique forte et d'interdépendances plus nombreuses. Elles étaient souvent d'un utilitarisme immédiat un peu désarmant. Le mouvement de mai 1968 et ses répliques ultérieures ne peuvent sûrement pas être réduits à des caprices d'adolescents gauchistes, comme l'auteur le laisse entendre un peu trop souvent. Et la conférence des présidents ne pouvait être seule à supporter la mise en application d'une réforme structurelle qui engageait en fait tant d'acteurs différents et nouveaux.